Trentième Année — N° 331 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. VENDREDI 27 NOVEMBRE 1885

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs.
La France et l'étranger, les frais de poste en sus.
LE PRIX DES ABONNEMENTS EST PAYABLE D'AVANCE. — TOUT ABONNEMENT CONTINUE JUSQU'A RÉCEPTION D'AVIS CONTRAIRE.

RÉDACTION & ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX
Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. Havas, Laffite et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 26 NOVEMBRE 1885

MORT D'ALPHONSE XII
ROI D'ESPAGNE

Les dépêches que nous avons publiées hier en dernière heure, laissaient peu d'espoir : le roi Alphonse XII est mort hier matin à neuf heures et demie au château du Pardo, près de Madrid, succombant à une phtisie accélérée par la dyssenterie. C'est à la fleur de l'âge, entouré d'une popularité bien rare dans les temps présents, que le jeune souverain a été enlevé à son peuple qui avait appris à l'apprécier dans les circonstances si difficiles que vient de traverser l'Espagne.

Depuis une année déjà son état était précaire; cependant au printemps une amélioration sensible s'était produite lorsque le choléra éclata tout à coup avec l'intensité que l'on sait. Le jeune souverain ne se ménagea point, visitant, malgré ses ministres, les malades à l'hôpital, parcourant les casernes, s'efforçant de ramener par sa présence la confiance et le courage.

A peine l'épidémie commença-t-elle à prendre un caractère plus bénin, que survint l'incident hispano-allemand; tout le monde se souvient de la position critique dans laquelle se trouva le gouvernement espagnol : ce fut le roi qui mena seul les négociations si longues et si délicates avec l'Allemagne, aussi cette suite de fatigues et ces excès de travail se firent bientôt sentir, et la santé d'Alphonse XII, qui comptait trop avec sa jeunesse, fut gravement attaquée.

Aux premiers froids que l'on ressent vivement à Madrid, situé comme on sait sur un plateau assez élevé, la cour se transporte au château du Pardo dans la vallée du Mançanarés où la température est fort douce. C'est là que le roi a été frappé de plusieurs attaques.

Ainsi que le relataient les dépêches publiées hier par nous, en dernière heure, c'est lundi que commença la crise qui devait emporter, à l'âge de vingt-huit ans, le jeune souverain : dans la soirée il subit une attaque de dyspthérie si violente que l'on crut au commencement de l'agonie. Mardi matin, cependant, l'illustre malade avait retrouvé un peu de calme qui se prolongea jusqu'au soir, où se produisit un nouvel accès plus léger néanmoins que celui de la veille.

Toute la famille royale et les ministres étaient accourus au Pardo et c'est au milieu d'eux qu'il a rendu le dernier soupir hier matin.

La journée de mercredi

Madrid, 25 novembre. — Le Roi a eu, dans la matinée, une grande syncope. Les ministres, cinq médecins et toute la famille royale sont allés immédiatement au Pardo.

Toute la garnison de Madrid a été mise sous les armes par ordre du gouvernement. Il est défendu de laisser passé les dépêches.

La Dette intérieure a baisser de 6 0/0. Des opérations au comptant ont été faites à 52 francs.

L'alarme est générale. On dit qu'au cas où la Reine prendrait la régence en Espagne le général Martinez Campos serait chargé de former un nouveau ministère, où dominerait l'élément militaire pour faire face à l'agitation des républicains et des carlistes, qui s'agitent beaucoup dans toute la péninsule.

Hendaye, 25 novembre. — Le Roi a succombé ce matin, à neuf heures, muni des sacrements de l'Eglise, entouré de la famille royale et de toute sa maison militaire.

L'affliction est profonde dans toute l'Espagne. Des voyageurs, arrivant de Madrid, disent que sur tout le parcours les populations prennent le deuil.

C'est un grand malheur pour l'Espagne.

Madrid, 25 novembre. — Le drapeau noir flotte sur tous les édifices publics.

Des salves d'artillerie ont été tirées en signe de deuil.

La reine Christine a pris la Régence en vertu de la Constitution.

M. Canovas avant de quitter le pouvoir aidera à la formation du cabinet Sagasta, que tous les monarchistes constitutionnels appuieront.

Le général Martinez-Campos occupera le nord de l'Espagne avec 30,000 hommes.

La maladie

Hendaye, 25 novembre. — Ce qui n'a été longtemps, chez le Roi, qu'une indisposition, détermina une maladie viscérale très sérieuse, qu'on a définie du nom de tuberculose intestinale.

Depuis un mois, les aliments ne le nourrissant plus, il était tombé dans un état de faiblesse incroyable, qui, par les crises aiguës de ces derniers jours, devait le conduire à la mort.

Toute la famille était restée au Pardo, pour l'entourer de tous les plus grands soins. Sa mère, la reine Isabelle II, était toujours au chevet du malade. Elle se dévouait, non seulement comme la plus affectionnée des mères, mais comme une garde-malade le veillant nuit et jour, et se prêtant aux plus humbles services.

Elle a été aidée dans cette tâche par S. M. la Reine qui ne s'est pas épargnée une seule minute pour consoler de sa présence l'auguste malade.

L'aspect de Madrid

Madrid, 25 novembre. — La consternation règne ici. Le corps du Roi va être ramené à Madrid, où il sera exposé.

Le jour des funérailles n'est pas encore fixé.

La Reine, qui se trouve dans un état intéressant, n'a pas voulu quitter la chambre mortuaire, trasformée en chapelle ardente, où prient la reine Isabelle et les princesses. Le duc de Montpensier est au Pardo.

Tout le haut clergé de Madrid est allé porter à la famille royale les secours de la religion. Le Roi s'est éteint sans souffrances apparentes. Il s'était confessé la veille et avait reçu l'extrême-onction.

Toutes les églises sont pleines de monde. Le Roi était très populaire en Espagne et très aimé à Madrid. La population est littéralement plongée dans la désolation.

Depuis dimanche, des prières publiques étaient dites dans toutes les églises pour le rétablissement de sa santé ; pendant trois jours, elles continueront à être dites pour le repos de son âme.

On ne voit dans les rues que des gens en deuil. Beaucoup de personnes se sont vêtues de noir pour marquer la part qu'elles prennent au malheur de la famille royale.

M. Canovas a informé les gouvernements étrangers de la mort du Roi, et M. Elduayen leur a notifié la constitution de la régence, dévolue à la reine Christine, jusqu'à sa délivrance.

Les Cortès vont être immédiatement convoquées.

La situation

En prévision d'agitations éventuelles de la capitale, toutes les troupes de Madrid sont consignées dans leurs casernes. Leur esprit excellent. Obéissant à leurs chefs, elles sont prêtes à empêcher tout mouvement révolutionnaire qui pourrait être tenté par les partis anarchiques.

Le général Lopez y Dominguez, neveu du général Serrano, qui est le chef reconnu du parti libéral, est déterminé à soutenir la dynastie et la régence de la jeune Reine.

La même décision a été prise par les membres les plus autorisés de l'opposition, qui se sont réunis chez M. Sagasta pour faire respecter la Constitution espagnole.

Madrid, 25 novembre. — On croit que le ministère Canovas restera aux affaires jusqu'à l'ouverture des Cortès, où il devra prêter serment à la Régente. Les Cortès seront convoqués incessamment.

Venise, 25 novembre. — On dit que don Carlos a quitté l'Italie.

Madrid, 25 novembre. — On dit que le général Martinez-Campos sera chargé de former un nouveau ministère où dominerait l'élément militaire, pour faire face à l'agitation des républicains et des carlistes, qui pourait se manifester dans la Péninsule.

Madrid, 25 novembre. — Les chefs du parti Sagasta, dans une réunion qu'ils on tenue, ont décidé à l'unanimité de soutenir la légalité dans toute éventualité.

Hendaye, 25 novembre. — Les nouvelles de Madrid venues par le courrier, disent que les troupes sont consignées dans les casernes.

Tous les ministres se sont rendus au Pardo sauf M. Canovas et le ministre de la guerre, qui sont restés à Madrid pour parer à toutes les éventualités.

Saint-Jean-de-Luz, 25 novembre, 6 h. 45, soir. — Madrid est très agité. Des patrouilles parcourent les rues.

Les maisons royales en deuil

La mort du roi Alphonse XII met en deuil lee maisons royales suivantes :

La Maison de France. Alphonse XII est le neveu de M. le duc de Montpensier, le plus jeune des oncles de Monsieur le comte de Paris, qui a épousé l'infante Louise, sœur de sa mère, la reine Isabelle II. Il est, en outre, le beau-frère de Monsieur le comte de Paris, ayant épousé, en premières noces, l'infante Maria de Las Mercédès, fille de M. le duc de Montpensier et sœur de Madame la comtesse de Paris.

La Maison de Bourbon des Deux-Siciles. La sœur aînée d'Alphonse XII, l'infante Isabelle, est veuve du comte de Girgentil, frère consanguin du roi François II de Naples.

La Maison de Habsbourg-Lorraine. Alphonse XII, par sa seconde femme, la reine Christine, est gendre de feu l'archiduc Charles-Ferdinand et de l'archiduchesse Elisabeth d'Autriche, cousins de l'empereur François-Joseph Ier.

La Maison de Wittelsbach. Alphonse XII a marié sa sœur, l'infante Maria de la Paz, au prince Louis-Ferdinand de Bavière, cousin germain du roi Louis XII.

A l'ambassade d'Espagne à Paris

La dépêche ministérielle annonçant la mort du Roi est arrivée à l'ambassade hier soir, à neuf heures.

Don François d'Assise, qui se disposait à partir pour Madrid, a reçu, hier soir également, une dépêche lui annonçant la mort du Roi.

A peine la nouvelle connue, tous les membres de la colonie espagnole se sont rendus à l'hôtel de la rue de Lille, où ils ont laissé leurs cartes en signe de condoléance.

L'ambassadeur et tout le personnel de l'ambassade sont restés réunis jusqu'à une heure fort avancée de la nuit. M. de Cardenas a reçu le duc de Fernan-Nunez, marquis de Campo-Sagrado, etc.

La nouvelle de la mort a été immédiatement communiquée au gouvernement de la République. M. Grévy a, dans la soirée, adressé une dépêche de condoléances à la reine Isabelle, qu'il connaît personnellement.

M. de Freycinet et le général Pittié sont allés dans la soirée s'inscrire à l'Ambassade.

A la Chambre française

Le *Gaulois* assure que sur la demande du gouvernement, les Chambres françaises, auxquelles on communiquera la nouvelle de la mort de S. M. Alphonse XII, lèveront la séance en signe de deuil.

La Reine-Régente

La reine Christine, veuve d'Alphonse XII, a été proclamée régente pendant la minorité de la petite princesse des Asturies, l'infante Maria de las Mercédès, qui est née le 12 septembre 1880. Elle a une autre fille, l'infante Elisabeth, qui est née le 18 novembre 1882; et elle est dans un état intéressant. Si elle met au monde un fils, il deviendra prince des Asturies et héritier du trône.

La reine est née à Vienne, le 21 juillet 1858, de feu l'archiduc Charles-Ferdinand d'Autriche et de l'archiduchesse Elisabeth. Alphonse XII l'a épousée le 29 novembre 1879, à Madrid.

Biographie d'Alphonse XII

Voici d'après le *dictionnaire universel des contemporains*, de Vapereau, un résumé de la biographie d'Alphonse XII :

Le souverain qui vient de mourir était encore dans la fleur de l'âge : il aurait accompli sa vingt-huitième dans trois jours, étant né le 28 novembre 1857.

Fils de la reine Isabelle II et du roi François d'Assise, il reçut les prénoms d'Alphonse-François d'Assise-Ferdinand-Pie-Jean-Marie-de-la-Conception-Grégoire, etc. selon l'usage qui veut que les princes de sang royal, en Espagne ou en Portugal, aient un grand nombre de prénoms.

Il portait le titre de prince des Asturies, quand la révolution de 1868 précipita sa mère du trône et la força de chercher un asile en France avec sa famille.

Au commencement de l'année 1870, il fut envoyé au *Thérésianum* de Vienne, collège où est élevée la jeunesse aristocratique de l'empire autrichien.

Il n'y resta que quelques mois, la reine Isabelle ayant abdiqué en sa faveur ses droits au trône d'Espagne.

Ajoutons en passant que cet acte souleva une assez vive opposition dans la fraction la plus libérale de l'émigration espagnole.

Le jeune prince cependant continuait son éducation tant en France qu'en Angleterre, où il suivit les cours du collège de Sandhurst.

Sur les derniers jours de l'année 1874, il se trouvait à Paris où il était venu passer les vacances de Noël auprès de sa mère, quand une nouvelle inattendue vint d'Espagne.

Le gouvernement républicain se décomposait rapidement, tombant sous le poids de ses propres fautes et s'usant par la prolongation de la guerre civile. Le général Martinez Campos résolut de tenter un coup hardi pour sauver le pays de la ruine, et le 29 décembre, à Murviedro, il proclamait don Alphonse roi d'Espagne.

Ce *pronunciamento* eut un énorme retentissement : il réussit même mieux que ne s'y attendaient ceux qui l'avaient conçu.

En dépit des protestations du ministère Sagasta, l'armée entière se rallia bientôt à la cause alphonsiste ; on vit le capitaine général de Madrid, Primo Robledo, adhérer lui-même au mouvement, et, dès le 31 décembre, Canovas del Castillo constituait un ministère de régence dont il prenait la présidence.

La reine Isabelle envoya aussitôt son fils en Espagne, et, le 14 janvier 1875, le jeune roi faisait son entrée dans sa capitale au milieu d'un réel enthousiasme.

Alphonse XII avait alors dix-sept ans à peine.

Son premier acte fut de conserver la présidence du cabinet à M. Canovas del Castillo, dont la fidélité à la nouvelle royauté ne s'est jamais démentie depuis cette époque et qui a toujours été l'homme d'Etat le plus influent du parti conservateur espagnol.

La tâche du nouveau gouvernement n'était pas facile. Il devait à la fois vaincre les carlistes qui avaient envahi tout le Nord de l'Espagne et panser les plaies faites au pays par la domination du parti révolutionnaire.

Alphonse XII, après avoir adressée une proclamation aux provinces du Nord, alla se placer à la tête de ses troupes pour combattre les carlistes. Ses premières opérations ne furent pas heureuses, car il éprouva de graves échecs à Lucar et à Lorca. Mais l'ennemi ne sut pas profiter de sa victoire, et, quelques mois plus tard, les troupes royales reprenaient l'avantage.

La guerre se poursuivit ainsi pendant une année, guerre acharnée, souvent implacacable, mais marquée par des défaites successives infligées aux carlistes. Elle prit fin au mois de mars 1876, et une amnistie pleine et entière contribua beaucoup à la pacification des provinces basques.

Alphonse XII, tout entier aux opérations militaires, eut une part peu active dans la politique intérieure qui avait à subir pas mal de vicissitudes. Les révolutionnaires faisaient une opposition sourde, mais persévérante aux mesures réparatrices du cabinet conservateur, telles que la restitution de ses droits au clergé, la réforme de l'enseignement dans un sens plus religieux, les négociations engagées avec le Saint-Siège pour la conclusion d'un Concordat.

Le gouvernement du roi Alphonse XII triompha de toutes ces difficultés, et eut même l'heureuse fortune de voir cesser en février 1878 l'insurrection de Cuba, cette terrible épine de tous les gouvernements espagnols qui se sont succédés depuis plus de vingt ans.

C'est alors que fut célébré, au milieu d'une pompe presque sans précédents dans les annales de la cour espagnole, le mariage du jeune roi avec sa cousine, la princesse Marie de las Mercédès, troisième fille du duc de Montpensier.

Le 23 janvier 1878, la princesse Mercedès ceignait sur sa frêle tête de dix-sept ans la couronne d'Isabelle la Catholique; cinq mois plus tard, cette reine charmante, bonne, spirituelle, était brusquement enlevée par un mal impitoyable.

Cette mort plongea l'Espagne entière dans la consternation, car Mercedès était adorée de ses sujets ; mais il fallait assurer la succession au trône, et Alphonse XII se remaria en 1879 avec l'archiduchesse Marie-Christine d'Autriche.

Les évènements qui sont survenus depuis 1879 sont trop récents pour que nous insistions davantage sur ce point.

Pommons-nous à rappeler les inondations et les épouvantables tremblements de terre qui ont désolé la riante Andalousie, les ravages du choléro, les velléités de conspirations révolutionnaires constatées dans ces derniers temps, les difficultés ministérielles qui ont assombri la fin du règne d'Alphonse XII.

Personne n'a davantage oublié le voyage du jeune monarque en Allemagne, les incidents regrettables qui se produisirent lors de son passage à Paris, le différend qui en résulta et faillit troubler un moment nos bons rapports avec nos voisins d'au-delà des Pyrénées.

Faut-il parler aussi du conflit hispano-allemand survenu si inopinément il y a quelques mois? Pour une île perdue au milieu de l'Océan Pacifique, les deux Etats qui fermèrent jadis l'empire de Charles-Quint furent sur le point de régler, par la voie des armes, un litige que vient de terminer heureusement l'arbitrage du Saint-Père.

Avant de mourir, Alphonse XII eut la satisfaction de voir résoudre définitivement une question, qui avait d'abord paru si grosse d'éventualités fâcheuses pour la paix de l'Europe.

Alphonse XII a toujours été d'une complexion délicate. Il ne paraissait pas son âge. Dans ses yeux noirs, très vifs, pétillait l'intelligence. Il avait le front élevé, portait ordinairement les favoris et la moustache taillés en brosse, à la russe. Sa chevelure, très abondante, était noire.

Il aimait passionnément la chasse, exercice favori, d'ailleurs, de sa race.

De sa femme, la reine Mario-Christine il ne laisse qu'une fille aujourd'hui âgée de cinq ans, l'infante Mercedès, bien faible héritière pour la lourde couronne d'Espagne.

NOUVELLES DU JOUR

Le rappel du général de Courcy

On lit dans la *Patrie* : « Nous apprenons que le général de Courcy va être immédiatement rappelé. Le commandant en chef au Tonkin a prouvé, à n'en pou voir douter, qu'il n'avait aucun plan, aucune vue arrêtée. Les journaux *décousés* auront beau démentir cette nouvelle : nous ne la maintiendrons pas moins de la manière la plus formelle. »

M. Paul Cambon

Paris, 25 novembre. — La commission chargée d'examiner les accusations portées contre M. Paul Cambon, ministre résident de France à Tunis, par un petit journal intransigeant, est composée comme suit : MM. de Saint-Vallier, sénateur, ancien ambassadeur de France à Berlin; Flourens, président de section au conseil d'Etat; Martin, vice-président du conseil supérieur des ponts-et-chaussées. La commission tiendra cette semaine sa première réunion.

A la Bourse de Paris

Paris, 25 novembre. — La Bourse a été passablement agitée aujourd'hui. Au début, le marché a été faible, à cause des commentaires suscités par les complications intérieures et extérieures.

Cependant, quand on a appris que le roi Milan avait donné l'ordre à ses troupes de cesser les hostilités, une reprise s'est produite et la baisse, en clôture, n'a plus été que de 7 centimes sur le 4 1/2 et de 2 centimes sur l'amortissable, le 3 0/0 restant sans changement sur hier.

Mais, après Bourse, quand on appris que, par suite de la maladie du roi Alphonse, les troupes, à Madrid, avaient été consignées dans les casernes, l'Extérieure a fléchi de telle sorte, que la baisse a réagi sur les rentes, et le 3 0/0 qui finissait à 79.80, n'a plus fait que 79.65.

Les élections anglaises

Londres, 25 novembre. — Sir Charles Dilke est élu à Chelsea par 4,291 voix contre M. Whitmore, conservateur, qui en a obtenu 4,115. Il y a jusqu'ici 36 conservateurs, 35 libéraux, deux nationalistes irlandais élus.

A la Chambre italienne

Rome, 25 novembre. — Dans la séance de la Chambre d'aujourd'hui, le ministre des finances a présenté des projets d'augmentation de droits à l'entrée sur les sucres, cafés, alcools, tabacs, en demandant l'application provisoire et immédiate de ces mesures dont il demande le renvoi à la commission du budget.

M. Boccarini a demandé le renvoi aux bureaux. Sa proposition est repoussée par 158 voix contre 107.

LES RÉGIMENTS-SQUELETTES

Les sous intendants continuent à passer des revues d'effectifs devant des squelettes de régiments, ils constatent que la classe a été renvoyée par anticipation dans ses foyers, que la plupart des hommes sont en permission, qu'il ne reste absolument que le nombre de soldats nécessaires pour entretenir la propreté de la caserne, soigner les chevaux, fournir les postes de police et de la place.

Ces appels n'ont plus de raison d'être devant les mesures prises par le ministre de la guerre au sujet des congés et des permissions. Le meilleur chef de corps, disait avec raison un journal politique, ne sera bientôt plus celui qui présentera le régiment le mieux instruit, mais bien celui qui pourra totaliser, du courant, par devant M. l'intendant chargé de la surveillance administrative du corps, le plus grand nombre de journées économisées.

Nous avions espéré, dit à ce sujet l'excellent organe spécial, l'*Avenir militaire*, que 1884 serait la dernière année des vacances militaires. Nous avions compté sans les nécessités budgétaires qui, en 1885, ont encore désorganisé les corps de troupe, enrayé l'instruction, jeté une perturbation fâcheuse dans le bon fonctionnement de l'armée.

La classe va bientôt arriver ; pendant quelque temps, les effectifs reprendront un situation honorable, jusqu'au jour où de nouveaux besoins d'argent forceront l'administration de la guerre à donner encore des congés, des permissions, à mettre les colonels en demeure d'économiser quelques milliers de journées, en faisant, comme bon leur semblera, le vide dans les rangs des compagnies, des escadrons, des batteries.

Quand donc arrivera-t-on à une époque où le budget de la guerre sera voté de manière à avoir toujours sous les armes des régiments instruits, et non des escouades de balayeurs et de palefreniers ?

L'appréciation des intendants sur les revues qu'ils viennent de passer doit être instructive et montrer dans quel état de délabrement ils ont trouvé les corps présentant, par l'exemple, 140 chevaux dans un escadron et 45 hommes présents, au plus.

Nouvelles Parlementaires

CHAMBRE

La commission des crédits du Tonkin

Après s'être réunis sous la présidence de M. l'amiral de Gueydon, doyen d'âge, la commission des crédits pour le Tonkin, a procédé à l'élection de son bureau définitif. M. Georges Périn a été élu président par 20 voix, contre 8 à M. Lockroy. M. Pichon a été nommé secrétaire.

La discussion s'est ensuite aussitôt engagée.

M. Lockroy a déclaré que la première chose à faire était d'entendre le président du conseil et les ministres intéressés.

Cette proposition est acceptée.

M. Lalande a demandé qu'on posât aux ministres les deux questions suivantes :

Combien avons-nous perdu d'hommes au Tonkin ?

Combien l'expédition nous a-t-elle coûté ? La commission a agréé cette demande et a décidé qu'on réclameraient également au gouvernement communication des pièces suivantes :

Sur la proposition de M. Bergerot, l'état exact des emprunts faits aux arsenaux français comme matériels et comme munitions. Sur la proposition de M. Raoul Duval, les procès-verbaux des anciennes commissions; de M. Andrieux, toutes les pièces diplomatiques concernant les traités passés avec la Chine et l'Annam; de M. Defosse, la correspondance échangée avec les commandants militaires; de M. Thomson, l'autorisation de déposer pour tous les chefs militaires ou fonctionnaires civils; de M. Waddington, le relevé de la perception des impôts au Tonkin, leur rendement, ce que pourrait produire le pays, enfin les mêmes pièces en ce qui concerne Madagascar, les cartes des deux pays.

Avant de se séparer la commission a chargé son président de se rendre auprès de M. Brisson pour lui faire part des décisions prises par elle, de ses desiderata, et de lui demander quel jour il voudra être entendu ainsi que ses collègues des affaires étrangères, de la guerre et de la marine. Comme on le voit, la décision de la commission sera longue à intervenir.

On ne sait si la question pourra être tranchée le 15 décembre.

Dans le cas de la négative le congrès se réunirait avant.

Quoi qu'il en soit l'impression générale est très mauvaise pour le cabinet.

L'interpellation de M. Brice

Voici le texte de l'ordre du jour que déposera M. René Brice à l'issue de l'interpellation qu'il a déposée et que nous avons annoncée.

« La Chambre invite les ministres de la guerre et de la marine à exclure, des fournitures militaires, tout produit exotique. »

Cet ordre du jour est conforme à la proposition déposée par les députés du Nord.

Les élections du Finistère

La sous-commission chargée d'examiner le dossier du Finistère, contrairement à l'avis de M. Loranchet, républicain, rapporteur, s'est prononcée pour la validation de l'élection.

M. Loranchet a alors donné sa démission.

On l'a remplacé par M. de la Laferrière, député conservateur de l'Eure.

L'ANNAM EN FEU

Sous ce titre l'*Intransigeant*, mettant directement en cause M. Brisson, formule contre lui cette écrasante accusation :

Nous savons de source absolument sûre, et nous affirmons sans craindre aucun démenti :

1. Que M. Brisson a eu connaissance, jeudi soir, d'une dépêche chiffrée annonçant qu'une formidable insurrection vient d'éclater dans les provinces septentrionales de l'Annam et se propage rapidement vers Hué, de façon à nous rendre la situation intenable d'ici à très peu de jours :

2. Que le susdit Brisson, comprenant sans trop de peine toute la gravité d'une pareille révélation au moment où la Chambre est appelée à statuer sur les crédits du Tonkin, a poliment insisté pour que cette dépêche ne fut pas livrée au public, et surtout pour qu'il n'en fût pas donné connaissance à M. de Freycinet.

LE COMBAT D'ANDAMPY

Tamatave, 18 octobre.

Des détails nous sont parvenus sur le combat d'Andampy, livré aux Hovas par le commandant Pennequin, le 27 août dernier. Ils sont tellement nombreux et circonstanciés, que je ne saurais résister au plaisir d'en faire une relation qui puisera dans ces éléments inédits une sorte de nouveauté.

Le commandant Pennequin a été envoyé à Ambodimadirou, au fond de la baie de Passandava, il y a plus d'un an, tant pour former une compagnie sakalave que pour protéger nos alliés contre les incursions des Hovas.

Son premier soin fut de se donner de l'air en enlevant, le 15 octobre 1884, le camp d'Anjabory et en refoulant l'ennemi dans le fort d'Ankaramy, à quarante-cinq kilomètres d'Ambodimadirou.

A cette époque, il eût été facile de s'emparer d'Ankaramy; la défaite d'Anjabory avait terrifié les Hovas et ils craignaient tous les jours de nous voir apparaitre devant leurs retranchements. De plus, leur armement défectueux et leur inhabilité militaire les mettaient dans l'impossibilité de résister victorieusement.

Par malheur, le nombre de nos soldats était insignifiant et nous n'étions pas outillés pour nous engager si peu avant que ce fut dans l'intérieur.

Quoi qu'il en soit, l'ennemi protégé par la distance, ne bougea pas pendant un an, mais il s'organisa, s'arma, se fortifia.

Le commandant français, lui non plus, ne perdit pas son temps : il recruta et dressa la compagnie sakalave, puis, avec la pensée d'aguerrir ses hommes et d'assurer sa sécurité, il força les Hovas à la défensive au moyen de démonstrations vigoureuses, de reconnaissances répétées et d'excursions hardies.

L'ennemi se renferma de plus en plus dans Ankaramy. Il n'osait plus se montrer. La tranquilité était complète. Les Sakalaves pouvaient laisser paître leurs bœufs et planter leur riz sans danger. Ils circulaient au loin et bien des villages furent alors visités par le commandant.

Quand, le 26 août dernier au matin, des Sakalaves accoururent, effarés, à Ambodimadirou, les Hovas avaient envahi la vallée de Jangoa; ils mettaient tout à feu et à sang et jetaient l'épouvante sur leur passage par des atrocités sans exemple. Combien étaient-ils? — Maro! maro! (Beaucoup! beaucoup!) répondaient les fugitifs, mais les Malgaches sont prompts à l'exagération, et il faut se méfier de leur dire. Aussi, crut-on, dès l'abord, que la troupe ennemie se réduisait à une forte bande de pillards promenant ses ravages et exerçant ses déprédations hors de notre atteinte.

Il n'y avait pas, du reste, à hésiter. Notre mission n'était-elle pas de protéger le pays? Devions-nous laisser les Hovas devaster impunément la riche vallée du Samborano, la plus fertile de cette partie de la côte ouest, — incendier ses soixante villages, — ravir ses innombrables troupeaux de bœufs.

La nouvelle de l'arrivée et des exploits de l'ennemi était parvenue à Ambodimadirou le 26 aout, à dix heures du matin. A midi, la compagnie indigène, comptant soixante-dix Sakalaves, se mettait en route; — à deux heures, un détachement de cinquante soldats français partait à son tour. La garde du fort était confiée à quarante hommes.

On arrive à Jongoa peu de temps après les Hovas. Ce gros village était rasé. L'incendie avait tout détruit; une maison d'Indien brûlait encore. Dix cadavres de femmes ou d'hommes furent trouvés sous les cendres des cases; un enfant de dix ans avait été sagayé, un autre empalé. C'était horrible. Et les Hovas se prétendent civilisés! La rage était au cœur de nos soldats. Ils comprenaient maintenant les terribles représailles des Sakalaves, sans pitié, sans merci, pour les blessés hovas.

Il fut impossible d'avoir le moindre renseignement. Tous les habitants avaient fui, avaient été massacrés ou traînés en esclavage. Mieux partagés que nous à cet égard, les Hovas avaient appris de deux Indiens, qui s'étaient sauvés à notre approche, et notre arrivée et notre petit nombre.

Néanmoins, les nôtres reconnurent à quelques indices que l'ennemi avait passé la rivière de Jangoa et s'était dirigé vers le Sambirano.

Il était déjà tard; l'étape avait été longue et rude: 24 kilomètres parcourus en plein soleil. On avait dû traverser des marais avec de l'eau jusqu'aux aisselles; le pays était fourré, accidenté; et le sentier indistinct.

On bivouaqua sur une position favorable, à proximité du village, dont les ruines fumaient encore. Le gué fut vigilamment gardé; le service de sûreté bien établi et la nuit s'écoula tranquille.

Le lendemain on distribua de bonne heure les vivres, arrivés d'Ambodumadirou par un canot qui avait remonté le Jangoa, et on attendit.

Notre petite troupe, étant placée sur la ligne de retraite de l'ennemi, comptait être attaquée. C'est, d'ailleurs, ce qu'elle souhaitait. Mais des patrouilles sakalaves vinrent avertir le commandant que les Hovas s'étaient postés à trois kilomètres de là, à Andampy. On se mit en marche. A huit heures, on avait le contact.

Dès que les Hovas avaient appris notre présence à Jangoa, il avaient flairé que nous irions à eux par la route du Sambirano. Alors ils s'étaient arrêtés et jetés à droite du chemin, sur les flancs de la montagne d'Andampy. Leur position était admirablement choisie, presque inexpugnable. Le commandant résolut d'en étudier les abords. En premier lieu, il se plaça entre l'adversaire et le Sambirano, de façon à se ménager deux lignes de retraite. Comme de juste, il préférait pouvoir se rabattre vers le Sambirano, dont les populations nous sont dévouées, et où il avait fait diriger par mer un approvisionnement de vivres et de munitions.

Il tâta l'ennemi par quelques feux de salve. Deux canons nous répondirent; une fusillade nourrie et bien ajustée riposta à la nôtre. Il y avait lieu d'être étonné. Pour des Hovas, ce n'était pas mal. Néanmoins, leur tir dessinait en quelque sorte leur position et nous renseignait mieux que de vaines paroles. La longueur de leur ligne mesurait environ un kilomètre; les éléments en étaient régulièrement disposés : tirailleurs, soutiens, réserves, aucun échelon ne manquait. L'artillerie placée à